

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société DS SMITH PACKAGING - Commune de TROIS-RIVIÈRES

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 21 février 2000 et 27 août 2021 encadrant le fonctionnement des installations de la société DS SMITH PACKAGING situées à Trois-Rivières ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2021 imposant à la société DS SMITH PACKAGING des prescriptions complémentaires relatives à la réduction des prélèvements d'eau et aux actions à mettre en place en cas de sécheresse pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Trois-Rivières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2022 délimitant les zones hydrographiques homogènes sur le département de la Somme et définissant les seuils en cas de sécheresse et la nature des mesures coordonnées de gestion de l'eau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu la note ministérielle du 16 septembre 2019 du ministère de la transition écologique et solidaire ;

Vu l'étude intitulée « *Etude technico-économique de réduction des prélèvements et de la consommation d'eau* » datée du 27 septembre 2022 ;

Vu les volumes prélevés annuellement déclarés par l'exploitant de la société DS SMITH PACKAGING dans ses déclarations annuelles des émissions polluantes sous GEREPA au titre des années 2019 à 2024, et les volumes de prélèvement envisageables du fait de l'étude susvisée ;

Vu le rapport et les propositions du 8 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1 – l'objectif de bon état des masses d'eau est fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;

2 – l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et de 25 % en 15 ans est fixé dans la feuille de route découlant des assises de l'eau, et rappelé par Mme la ministre de la transition écologique et solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;

3 – l'étude technico-économique susvisée identifie des actions mises en place permettant de réduire les volumes d'eau prélevées par la société DS SMITH PACKAGING pour ses installations de Trois-Rivières et d'autres actions de réduction ont été mises en place ;

4 – il convient de fixer une limite de prélèvement moyen journalier et une limite annuelle pour le prélèvement en eau de surface de la société DS SMITH PACKAGING sur son site de Trois-Rivières ;

5 – l'exploitant n'a pas étudié la possibilité de réduire ses prélèvements au réseau public, et la réutilisation des eaux pluviales n'a pas été approfondie sur le site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société DS SMITH PACKAGING, dont les installations sont sises 570, route nationale, 80500 Trois-Rivières, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral en complément de celles prescrites dans les actes administratifs antérieurs visés ci-avant, pour l'exploitation des installations de son établissement de Trois-Rivières.

ARTICLE 2. – ABROGATION DE DISPOSITIONS D'ARRÊTES PRÉFECTORAUX ANTÉRIEURS

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2021 sont abrogées.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2021 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des actes préfectoraux antérieurs	Nature de la modification
Arrêté préfectoral du 21 février 2000	L'article V.1-1.1 est modifié par les dispositions de l'article 4 du présent arrêté

Les autres dispositions des différents arrêtés préfectoraux cités restent en vigueur tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 4. – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Le paragraphe de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2021 « *Le prélèvement d'eau en rivière, destiné aux activités industrielles, est limité à 2000 m³/jour* » venu remplacer un précédent paragraphe de l'article V.1-1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2000 est remplacé par :

« Le prélèvement d'eau en rivière, destiné aux activités industrielles, est limité aux valeurs suivantes :

Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal journalier de prélèvement (m ³ /j)	Débit moyen journalier de prélèvement (m ³ /j) (base mensuelle)
560 000	2 000	1 600

»

ARTICLE 5. – RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Au 5^{ème} alinéa de l'article V.1-1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2000, la phrase « *Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées* » est remplacée par la disposition suivante :

Ces résultats font l'objet d'un enregistrement, et sont transmis à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

ARTICLE 6. – RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU AU RÉSEAU PUBLIC

L'exploitant réalise une étude technico-économique visant à optimiser la gestion de l'eau en provenance du réseau de distribution public sur son site. Cette étude fait l'historique des prélèvements et de l'évolution des besoins et des techniques mises en œuvre au niveau des process utilisant l'eau du réseau public. Cette étude contient une partie relative à la réutilisation des eaux pluviales de toitures et de voiries de son site dans le but de substituer tout ou partie des prélèvements au réseau public.

L'étude est couplée à un diagnostic des réseaux qui doit permettre de déterminer l'état de vétusté des différents tronçons des réseaux d'eau du site. En fonction de ses conclusions, ce diagnostic est accompagné d'un calendrier de déploiement d'actions correctives visant la rénovation des réseaux priorisée au regard du risque de fuites identifié.

L'étude et le diagnostic demandés au présent article sont à adresser à l'inspection des installations classées **dans un délai de 9 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7. – PLAN D' ACTIONS SÉCHERESSE

L'exploitant dispose d'un plan d'actions sécheresse, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et mis à jour régulièrement.

ARTICLE 8. – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues par le présent arrêté ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 10. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Trois-Rivières et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Trois-Rivières pendant une durée minimum d'un mois ; Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ; Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune de Trois-Rivières et transmis à la préfecture ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 11. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80 000 AMIENS) ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant

autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

ARTICLE 12. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Montdidier, le maire de Trois-Rivières, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DS SMITH PACKAGING.

Amiens, le 09 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD